

# ACTUALITE JAPONAISE

## MISE A JOUR DU 10 SEPTEMBRE 2004

### **Politique : les élections sénatoriales du 11 juillet**

Les résultats des sénatoriales n'ont fait que confirmer ceux des législatives (*mise à jour du 10 novembre 2003*). La nette progression du PDJ, qui a devancé le PLD de plus de 4,3 millions de voix dans la partie proportionnelle du scrutin et gagné 12 sièges, a conforté sa prétention à être désormais « le premier parti du Japon ». Les démocrates peuvent aussi se féliciter d'avoir fortement progressé dans les fiefs ruraux du PLD. Pour autant, la coalition majoritaire n'a rien perdu (la perte d'un siège par le PLD est compensée par un gain du Kômeitô) et contrôle toujours fermement la chambre haute. Comme aux législatives, ce sont les débris de la gauche qui ont fait les frais du scrutin : les communistes perdent 11 de leurs 15 sièges renouvelables. Une fois de plus, le PDJ a été incapable de mobiliser la masse indécise de l'électorat : en dépit d'enjeux brûlants comme l'envoi des troupes japonaises en Irak et la très impopulaire réforme des retraites, la participation (56,57 %) n'a pas augmenté par rapport aux sénatoriales précédentes. Aussi longtemps qu'il n'apparaîtra pas comme une alternative crédible au PLD, la bipolarisation de la vie politique japonaise, attestée par chaque scrutin, ne débouchera pas sur une alternance.

Autre vainqueur du scrutin, le Kômeitô a démontré une fois de plus sa capacité à mobiliser plus de 8,5 millions d'électeurs, quel que soit le contexte politique, grâce à la machine de la Sokagakkai. Dans nombre de régions où le parti ne présentait pas de candidats, c'est son électorat qui a sauvé la mise au PLD. La forte abstention qui prévaut désormais maximise le poids de ces fidèles disciplinés, qui représentent moins de 8,5 % du corps électoral, mais souvent près de 15 % des votants. Cette solidité de l'électorat bouddhiste qui résiste à la bipolarisation, au contraire de celui de la gauche, oblige le PLD à ménager le Kômeitô. Pour autant, ce dernier ne peut guère influencer sur les politiques, comme l'a montré son soutien à l'envoi de troupes en Irak et à la réforme des retraites alors que son électorat est plutôt pacifiste et mal loti. Là encore, le problème est le manque de crédibilité du PDJ, qui n'incite pas les bouddhistes, fondamentalement opportunistes, à le considérer comme un partenaire de coalition possible, bien qu'ils soient probablement plus proches de lui que du PLD au plan idéologique.

**121 SIEGES RENOUVELLABLES  
(73 SIEGES LOCAUX + 48 SIEGES A LA PROPORTIONNELLE)**

***COALITION GOUVERNEMENTALE : 60) [sans changement]***

PLD : 49 [- 1] (locaux : 34 / proportionnels : 15)  
NEW KOMEITO : 8 [+ 1] (locaux : 3 / proportionnels : 5)

***OPPOSITION : 61 [+ 1]***

PDJ : 50 [+ 12] (locaux : 31 / proportionnels : 19)  
PCJ : 4 [- 11] (proportionnels : 4)  
PSDJ : 2 [=] (proportionnels : 2)

***INDEPENDANTS : 5 [sans changement]\****

NB. Tous les candidats élus comme « indépendants » bénéficiaient du soutien de tout ou partie de l'opposition.

**SITUATION APRES LE SCRUTIN  
242 SIEGES  
(MAJORITE ABSOLUE : 121)**

***COALITION GOUVERNEMENTALE : 139 (PLD : 115, New Kômeito : 24)  
OPPOSITION : 96 (PDJ : 82, PCJ : 9, PSDJ : 5)  
INDEPENDANTS : 7***

*\* Le total des sièges gagnés et perdus ne s'équilibre pas car trois sièges ont été supprimés et deux autres étaient vacants au moment du renouvellement.*

***Dans la partie proportionnelle du scrutin, le PDJ est arrivé en tête avec 21 137 458 (37,8 %), devançant le PLD (30 %) de 4 339 771 voix. Le New Kômeitô a obtenu 15 %, le PCJ 7,9 % et le PSDJ 5,3%. Etaient également en lice le Parti des femmes (1,7%) et les Verts (1,6 %).***

## **Economie : la reprise sera-t-elle durable ?**

Les indices de reprise se multiplient depuis l'été 2003. Le PIB réel a progressé de 2,5 % en 2003 - moins qu'aux Etats-Unis, mais six fois mieux que dans la zone euro. Au premier trimestre 2004, la croissance atteignait 5,6 % en rythme annuel. Le taux d'utilisation des capacités de production était au plus haut depuis six ans et les investissements de capital fixe, en progression constante depuis 2003, attestaient un meilleur moral des entreprises.

Les bilans 2003-2004 ont montré une amélioration des profits pour la deuxième année fiscale consécutive dans les grandes entreprises manufacturières (+ 21,8 %) et de services (+ 28,4 %), mais aussi, fait nouveau, dans les PME. La Bourse en a pris acte : au premier trimestre 2004, le Nikkei (11 250 en moyenne) se situait à 31 % au dessus de son étiage de 2002.

La reprise est soutenue par l'excellente performance des exportations, qui ont progressé de 6,5% pour l'année fiscale 2003-2004, atteignant un record de 498,8 milliards de dollars. L'excédent commercial s'est élevé à 124,8 milliards de dollars. Celui de la balance des paiements est à son plus haut depuis 1985 (161,3 milliards de dollars) et les réserves de change (826 milliards de dollars) sont les plus importantes du monde.

### *Des incertitudes persistantes*

Toutefois, il est trop tôt pour assurer que la crise est finie. Les exportations sont très dépendantes de la conjoncture en Chine et aux Etats-Unis, qui en absorbent respectivement 11,5 % et 25,5 % et sur lesquelles pèsent des incertitudes, dans une conjoncture mondiale fragilisée par la crise au Moyen-Orient, l'envolée des cours du pétrole, et l'atonie persistante de nombreuses économies européennes.

La déflation n'est toujours pas enrayée. La baisse des prix ralentit depuis 2003, mais se poursuit. Au printemps, on a pu croire que la courbe allait se retourner : le taux officiel de chômage était redescendu à 4,7 %, propulsant l'indice de confiance des consommateurs à son meilleur niveau depuis une dizaine d'années, et les ménages accroissaient leurs dépenses. Mais ils le faisaient en tirant sur leur épargne, car la réduction des coûts de production – nécessaire à la reprise – se poursuit aux dépens des salariés, dont les revenus nominaux diminuent depuis 1998; cette baisse s'est d'ailleurs accélérée depuis l'arrivée au pouvoir de M. Koizumi (-6,2% entre 2001 et 2004). Dans ce contexte, la brusque remontée du chômage, qui a repassé en août la barre symbolique des 5 %, pourrait avoir rapidement un impact négatif sur la propension des ménages à consommer. Sans compter que tous les facteurs structurels de déflation (p. 543) persistent, voire s'accroissent.

Les finances publiques peinent à se redresser. En 2001, M. Koizumi avait réussi à ramener à 35 % la part du budget financé par l'emprunt, mais elle est remontée à 44,6 % en 2003. Comprimer encore les dépenses et accroître la pression fiscale risque de casser la reprise, comme en 1997 (pp.165-168), et comporte des risques politiques que M. Koizumi n'entend pas courir d'ici la fin de son mandat : il a promis que la taxe à la consommation (5 %) n'augmenterait pas d'ici là. Quant à réduire davantage les dépenses, il faudrait couper encore dans les travaux publics, dont le budget a déjà diminué de 26 % en trois ans. Le recul de M. Koizumi sur le programme d'autoroutes (*mise à jour du 27 avril*) montre qu'il a le sentiment d'avoir, là aussi atteint, la limite politique du possible.

## CE QU'ILS SONT DEVENUS

### *Les politiciens*

**Mme Chikage Ogi**, l'ancienne ministre de la construction qui peinait tant à se faire obéir de son administration (p.249), a reçu la présidence du Sénat après les élections. Un lot de consolation après la débâcle électorale et la disparition de son Nouveau parti conservateur.

**Ryûtarô “Greazy” Hashimoto** : la chute. Convaincu d'avoir accepté illégalement une donation de 100 millions de yens de l'Association des dentistes du Japon, l'ancien premier ministre, devenu le principal adversaire de M. Koizumi, a abandonné la présidence de son clan et annonce qu'il ne se représenterait pas aux prochaines élections.

**Satoru Ienishi**, le député hémophile et militant (pp. 392-95), a quitté la Chambre basse pour le Sénat. Avec 217 095 “votes préférentiels”, il a été élu en quatrième position (sur 19 élus) sur la liste du Parti démocrate pour la circonscription nationale.

**Muneo Suzuki**, le “boss” déchu de la “tribu” des Affaires étrangères (pp. 286, 343, 413) dont les larmes ont coulé devant toute la nation (p.482-483), a tenté en vain d'entrer au Sénat après avoir perdu son siège de député. Candidat indépendant, il a obtenu 485 000 voix dans son fief de Hokkaido, mais elles ne lui ont pas suffi pour obtenir un siège.

**Kan Naoto**, l'ancien président du Parti démocrate, qui a abandonné son poste au printemps pour avoir négligé de payer ses cotisations de sécurité sociale (comme des centaines d'autres députés et M. Koizumi lui-même), a passé dix jours du mois de juillet à accomplir le pèlerinage séculaire du temple Ryozenji (Tokushima) à celui de Muroto (Kochi), à pied et les cheveux coupés ras.

### *Les entreprises et les hommes d'affaires*

**Le magnat de la viande qui avait détourné près de 4 milliards de yens de fonds destinés à la lutte contre l'ESB** (p.67) passe actuellement en jugement. L'enquête a notamment révélé qu'il avait bénéficié de complicités au sein du ministère de l'Agriculture.

**La grande chaîne de distribution Daiei** (pp. 177, 179, 202, 282). Sauvée sur ordre des pouvoirs publics au printemps 2002, le N°1 de la distribution japonaise se retrouve à nouveau au bord du gouffre. Daiei espérait obtenir de ses banques créditrices un nouveau mixte d'abandon de créances et de conversion de sa dette restante en actions, mais le gouvernement fait pression pour que celles-ci fassent appel à l'organisme public de restructuration industrielle (IRC : Industrial Revitalization Corporation). Daiei résistait encore début septembre, mais ne semble pas être en mesure d'éviter cette fois une restructuration par voie d'autorité, qui l'obligera à réduire considérablement son périmètre pour se reconcentrer sur son métier d'origine : le commerce d'alimentation.

**Les mégabanques** (pp. 178-179) aperçoivent le bout du tunnel. Elles ont renoué avec les bénéfiques. Les créances douteuses ne représentent plus en moyenne que 5,9 % de leurs portefeuilles de prêts et les charges afférentes (environ 9,7 milliards d'euros) ont baissé de près de 70 % en un an. La seule exception est l'UFJ, mais les autorités entendent désormais prendre des mesures drastiques pour parachever la restructuration du secteur : après la nationalisation du groupe Resona en 2003, elles ont encouragé une nouvelle méga-fusion.

entre l'UFJ et Bank of Tokyo-Mitsubishi, qui donnera naissance à la plus grosse banque du monde.

### *Les militants*

**Les lépreux libérés en 1996** et indemnisés en 2001 (p.394) restent l'objet d'une vive discrimination. Le groupe qui avait porté plainte contre un hôtel qui avait refusé de les recevoir (*mise à jour du 27 avril*) a été la cible d'une violente campagne de e-mails et de coups de téléphones lui reprochant de causer du trouble. Le ministère de la Santé va financer une campagne nationale de lutte contre la discrimination.

## **DU SUMO A LA VALSE (CHAPITRE 6)**

*Retrouver l'agilité : emploi, salaires et carrières (pp. 196-198)*

Après IBM Japon (*mise à jour du 27 avril*), c'est une entreprise de logiciels, Works Applications, qui a imaginé une solution originale pour l'embauche. Elle propose sur son website cent stages – plutôt bien payés (environ 80 euros par jour) – au terme duquel la moitié des stagiaires reçoivent un *pass* qui leur permet d'être embauchés au moment qui leur conviendra dans les trois années suivantes. 3500 candidats se sont présentés pour le premier stage.

## **VOICE ET ACTIVISME JUDICIAIRE (CHAP. 15)**

*Droit à l'information (pp. 414-416) : encore des avancées*

Après l'affaire des détournements de fonds dans la police (*mise à jour du 27 avril*), les activistes du droit à l'information ont obtenu une nouvelle victoire devant la Cour Suprême. Celle-ci a ordonné au gouverneur de Gifu de leur communiquer l'intégralité des études ayant servi à évaluer l'impact sur l'environnement d'un projet de construction d'autoroute. Deux jugements précédents avaient donné raison au gouverneur sur la base d'une ordonnance locale stipulant qu'il pouvait refuser de communiquer des documents si cela devait "causer des difficultés sérieuses dans l'accomplissement de ses fonctions".

*Une nouveau jugement sur l'utilité des travaux publics.*

Après celui rendu par un juge de Tokyo, qui avait pris comme critère « la faible utilité sociale » pour donner raison à des plaignants qui attaquaient le super-périphérique tokyoïte (*mise à jour du 27 avril*), un de ses collègues de Saga a argué que « les dommages environnementaux ont été manifestement plus grands que ce qui avait été prévu » pour ordonner l'arrêt des travaux du gigantesque projet de fermeture de la baie d'Isahaya (p. 468). Comme à Tokyo, ce jugement restera symbolique. Les travaux sont achevés à 94 %, et l'appel immédiatement interjeté par le ministère de la Construction a rendu sans effet l'ordre de les stopper émis par le tribunal.

*Les cas de négligence policière... (p. 501, note 1)*

Deux nouveaux cas de négligence policière, semblables à ceux qui ont choqué l'opinion ces dernières années, ont fait les gros titres cet été. Dans une petite ville de la région de Hyogo, un homme dont les violences étaient dénoncées depuis longtemps par ses voisins sans que la police soit jamais intervenue a tué sept personnes à coups de couteau. A Soka, dans la région de Saitama, trois yakuza ont poursuivi un homme qu'ils frappaient jusque dans le poste de police où il s'était réfugié, l'ont traîné dehors sans que les policiers interviennent et ont continué à le rosser sous leurs yeux.

Dans les deux cas, les policiers ont d'abord nié les faits avant d'avancer, pour leur défense, qu'ils ne pouvaient pas intervenir dans ce qu'ils estimaient être des affaires "privées".

Rappelons que la justice a récemment condamné l'administration à des dommages et intérêts dans plusieurs cas de ce genre (*mise à jour du 27 avril*).

*Ces Japonais censés fuir les conflits font désormais procès de tout (p. 497)...*

Plusieurs couples et deux médecins ont porté plainte contre la Société japonaise d'obstétrique, qui refuse systématiquement, pour des raisons éthiques, d'autoriser les parents souffrant de certaines anomalies génétiques à utiliser une procédure (insémination *in vitro* suivie de tests sur l'embryon avant une éventuelle implantation) qui permet de s'assurer qu'ils ne les transmettront pas à leur enfants.

*... et ils gagnent de plus en plus souvent sur les sujets de société...*

Après la victoire des enfants illégitimes (*mise à jour du 27 avril*), c'est un transsexuel qui a obtenu le droit de faire modifier son état-civil (tribunal familial de Nagoya, juillet), et une veuve fertilisée avec le sperme de son mari défunt, qui a pu le faire reconnaître comme le père de l'enfant (cour d'appel de Nagoya).

*... et contre les plus puissantes entreprises.*

Après les ingénieurs inventeurs non rémunérés, les salariés brimés. Huit salariés et anciens salariés ont attaqué Ishikawajima-Harima Heavy Industries (IHI), qui les avait classés comme suspects de sympathies communistes et privés de toute promotion. IHI avait lancé dans les années 1960 un "Projet ZC" (Zéro Communist) de surveillance généralisée des opinions et des antécédents de ses salariés, et même des membres de leurs familles. "ZC" semble avoir fonctionné jusqu'en 2001.

L'entreprise a préféré négocier avant d'être condamnée. Elle a accordé aux plaignants 168 millions de yens (environ 1,3 millions d'euros) et le rattrapage des promotions qu'ils auraient dû obtenir depuis 1985.

## **LA CRISE DANS LES TÊTES (CHAP. 15)**

*Taux de suicide record (p.467)*

34 427 Japonais se sont suicidés en 2003, soit 7,1% de plus qu'en 2002. Le précédent record (33 048) datait de 1999. Alors que le suicide concerne traditionnellement les personnes âgées,

l'augmentation est particulièrement importante chez les 30-40 ans (+ 17,2%), les 40-50 ans (+ 14%) et les 20-30 ans (+ 10%).

Les problèmes de santé (45%) et les difficultés financières (25,8%) sont les deux principales causes de suicide.

*Violences scolaires : niveau record (pp. 499-500)*

En 2003, le nombre d'actes de violence scolaire recensés par le ministère de l'Education a atteint 31 278 (+ 6,2 %). L'augmentation est particulièrement inquiétante à l'école primaire, où elle atteint + 27,7 % (1600 cas, dont 253 agressions contre des enseignants).